Science Politique

Université de la Sarre. CJFA parcours A et C

Philippe Cossalter

Ceci est un simple support de cours. Diffusion et citation interdites.

21 février 2014

I. INTRODUCTION

La science „politique“ a pour objet la „politique“.

Le terme « politique » est évidemment polysémique. Nombre d’auteurs s’efforces de distinguer « la politique » et « le politique ».

En résumé, « **la** politique » recouvrirait « l’ensemble des efforts que l’on fait en vue de participer au pouvoir ou d’influer sur la répartition du pouvoir, soit entre les Etats, soit entre les divers groupes à l’intérieur d’un même Etat » (définition donnée par Max Weber dans *Le savant et le politique (Wissenschaft als Beruf et Politik als Beruf)*, 1959. Reprint : Union Générale d’Éditions, 1963, 186 pages. Collection : Le Monde en 10-18 [\[lien\]](#)).

Le politique se rapporte à une vision plus globale renvoyant à l’analyse complète du champ social « dominé par des conflits d’intérêts régulés par un pouvoir lui-même monopolisateur » (Braud (Philippe), *Sociologie politique*, LGDJ, 10^{ème} édition).

* * *

La « science politique » est une discipline relativement récente. Elle puise ses fondements dans deux traditions antérieures.

La première discipline, fort ancienne, est celle de la philosophie politique. La philosophie politique, qui remonte à Platon et à Aristote porte sa réflexion sur les formes de gouvernement, et cherche à en définir la meilleure.

La seconde tradition est celle des savoirs pratiques utiles aux gouvernements, qui sont réunis sous différentes appellations (sciences de gouvernement, diplomatique, science administrative, etc...).

Bien entendu, la recherche d’une « filiation » ou d’une « continuité » peut s’avérer un travail assez vain, issu d’une réinterprétation des œuvres antérieures [COHEN, LACROIX, RIUTROT, p. 21]. La science politique contemporaine peut cependant être replacée dans une continuité historique, car elle n’est pas née *in abstracto*, elle est le résultat d’une évolution.

Le rattachement des sciences politiques aux savoirs pratiques est débordé illustrée par la création de l'Académie des sciences morales et politiques (l'une des cinq académies de l'Institut de France). L'Académie des sciences morales et politiques, créée sous la Révolution, a pour objet de favoriser le développement d'un « art de gouverner » qui s'appuie sur les statistiques et sur une expertise de l'Etat.

La visée pratique des sciences politiques a ensuite trouvé une illustration célèbre dans la création, en 1872, de l'*Ecole Libre des Sciences Politiques*, par Emile Boutmy, qui devient en 1945 l'Institut d'études politiques (IEP), toujours appelée « Sciences Po ».

La création de Sciences Po est contemporaine de celle de la *School of Political Science* de l'Université de Columbia (1880) et de la *London School of Economics and Political Science* en Grande-Bretagne (1895).

Les sciences politiques se définissent alors comme l'« ensemble des connaissances qui servent à la direction générale de la politique et qui sont d'application dans les diverses administrations d'un Etat » (Favre (P.), « La constitution d'une science du politique, le déplacement de ses objets et l'irruption de l'histoire réelle », *Revue française de science politique*, 1983, n° 3, pp. 365-402, p. 367).

Le développement des sciences sociales à la fin du 19^e siècle bouleverse ces deux traditions, dans des directions qui varient selon les situations et les histoires nationales.

Aborder les sciences politiques seul peut être, plus que pour toute autre matière des sciences humaines, une expérience difficile. Derrière la bannière de la « science politique » se cachent des développements consacrés à la « sociologie politique » (v Chagnollaud (Dominique), *Science politique*, Dalloz, 2010, 7^{ème} édition ; l'ouvrage porte d'ailleurs le sous-titre « Eléments de sociologie politique »). Certains manuels contenant des développements appartenant indiscutablement à la science politique sont intitulés « sociologie politique » (v. Braud (Philippe), *Sociologie politique*, LGDJ, 10^{ème} édition).

Cette cannibalisation consentie de la science politique par la sociologie est le résultat d'une recherche constante de légitimité ou, si nous osions ce barbarisme, de scientificité.

La sociologie n'est pas née avec Durkheim, mais son nom marque indiscutablement la naissance des sciences sociales en France.

David Emile Durkheim est né à Epinal en 1858, il est mort à Paris en 1917. L'auteur est considéré comme l'un des pères de la sociologie moderne. Le terme sociologie, c'est-à-dire la « science de la société », semble avoir été créé par Sieyès mais la sociologie tend à devenir une véritable « science » qu'avec Durkheim.

L'œuvre majeure de Durkheim est *Les règles de la méthode sociologique* publié en 1894. Durkheim veut traiter le *fait social* comme un objet d'étude, au même titre qu'une science dure comme la physique par exemple traiterait la lumière.

L'œuvre de Durkheim n'est pas exempte d'œuvre qui lient l'analyse sociologique et le fait politique :

- V. par exemple : Durkheim (Emile), *La contribution de Montesquieu à la constitution de la science sociale*, thèse, Bordeaux, 1892, reprint in : *Revue d'Histoire politique et constitutionnelle*, juillet-septembre 1937.

Mais Durkheim n'utilisera pas la sociologie principalement pour étudier le fait politique.

Il n'en reste pas moins que la méthode scientifique de Durkheim servira d'exemple.

Dans *Le suicide. Étude de sociologie (1897)*. (reprint Paris: PUF, deuxième édition, 1967, 462 pp), l'auteur n'envisage pas le suicide comme un acte individuel, mais comme un acte socialement déterminé. Durkheim utilise la statistique pour déterminer que le taux de suicide dépend de la situation maritale (le taux de suicide est plus important chez les célibataires que chez les personnes mariées), la paternité (les parents se suicident moins que les personnes sans enfants) et la religion (les catholiques se suicident moins que les protestants).

C'est **André Siegfried** (1875 – 1959) qui est considéré comme le père de la sociologie politique française.

André Siegfried a tenté une carrière politique, mais elle fut un échec. Entre 1907 et 1912, André Siegfried publie le *Tableau politique de la France de l'Ouest*. André Siegfried tente de démontrer que la stabilité électorale est déterminée par des facteurs stables. L'auteur identifie que les « tempéraments politiques » déterminés par le régime propriété, mais également la géographie, voire par la géologie. Le Tableau politique, qui ne fut jamais étendu à l'ensemble de la France, offrit le premier modèle d'une analyse scientifique du vote.

Malgré l'émergence de la sociologie, la résistance fut très forte en France à l'encontre de ce type d'approche scientifique. Les sciences politiques (au pluriel) restent les sciences de l'étude du gouvernement, par opposition à la science politique (au singulier), qui se développe sur des méthodes scientifiques (ou supposées telles) aux Etats-Unis.

Car la science politique s'est essentiellement développée de l'autre côté de l'Atlantique, bien que l'influence américaine ait connu un indiscutable reflux (Blondiaux (Loïc), « Les tournants historiques de la science politique américaine », *Politix*. Vol. 10, N°40. Quatrième trimestre 1997. pp. 7-38 [Lien](#)).

Il est aisé de rencontrer, dans les textes de science politique, une évocation du **behaviorisme** ou **behavioralisme**. Ce terme, qui peut être traduit par « comportementalisme » désigne plus une méthode qu'une école de pensée. Il renvoie à une analyse qui se veut scientifique du comportement de l'individu régissant à un stimulus, indépendamment des éléments psychologiques. L'individu en société réagirait selon les mêmes principes que le chien de Pavlov.

Envisagé comme méthode (scientifique) d'analyse, le behaviorisme est l'expression d'une volonté d'approche scientifique de la science politique américaine.

La considérable influence du behaviorisme sur la science politique mondiale a été financée par des fonctions américaines (dont la fondation Rockefeller).

L'évolution de la science politique vers les sciences sociales n'intervient en France qu'après la Seconde guerre mondiale, sous l'influence américaine.

Les deux approches de la science politique coexistent aujourd'hui. Une approche que l'on pourrait qualifier d'« ancienne », et qui aborde la science politique comme un complément du droit constitutionnel et de l'histoire ; et une approche assimilant la science politique à une branche de la sociologie (sociologie politique).

L'étude de la science politique n'impose pas de choisir, même si l'indétermination aboutit aisément à la confusion. La variabilité des méthodes d'analyse, le changement de « paradigme » en cours de chemin peuvent être déstabilisants.

Nous proposerons une présentation rapide des grandes écoles rattachées à la sociologie politique (A) avant de rappeler qu'une considérable littérature en science politique appartient aux champs d'étude de la philosophie, du droit constitutionnel ou de l'histoire (B).

A. Les écoles de la sociologie politique

B. Les autres champs d'étude de la science politique

Bibliographie générale

Ouvrages historiques et classiques

BAGEHOT, *Physics and Politics*, 1872 ;

SCHAEFFLE, *Bau und Leben des socialen Körpers*, 1875 ;

SIEGFRIED (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest*, xxx

SPENCER (Herbert), *Principles of Sociology*, 1876 et suiv. (trad. fr., 1878-1879), et *Descriptive Sociology*, 1873-1881.

TÖNNIES (Ferdinand), *Gemeinschaft und Gesellschaft*, 1887.

WEBER (Max) *Le savant et le politique (Wissenschaft als Beruf et Politik als Beruf)*, 1959. Reprint : Union Générale d'Éditions, 1963, 186 pages. Collection : Le Monde en 10-18

Manuels et articles généraux

BLONDIAUX (Loïc), « Les tournants historiques de la science politique américaine », *Politix* vol. 10, n°40. Quatrième trimestre 1997, pp. 7-38.

BRAUD (Philippe), *Sociologie politique*, LGDJ, 10^{ème} édition

CHAGNOLLAUD (Dominique), *Science politique*, Dalloz, 2010, 7^{ème} édition

NAY (Olivier) e.a., *Lexique de science politique – Vie et institutions politiques*, Dalloz, 2^{ème} édition, 2011

FAVRE (P.), « La constitution d'une science du politique, le déplacement de ses objets et l'irruption de l'histoire réelle », *Revue française de science politique*, 1983, n° 3, pp. 365-402.

II. Partis et familles politiques

A. Approches théoriques

Les « familles politiques » ne correspondent pas aux « partis politiques ». La famille politique se caractérise par une communauté idéologique, qui peut au demeurant évoluer au cours du temps. Les « partis » sont des organisations plus ou moins structurées dont nous avons vu les définitions.

Jacques Julliard note qu'il y a rarement coïncidence exacte entre les familles et les partis. Les partis « valent surtout par leurs résultats électoraux et la part qu'ils prennent à l'exercice du pouvoir ». Tandis que les familles politiques « n'ont aucune apparence légale et même pas de visibilité extérieure » [JULLIARD, 2012, p. 501].

Les partis.

Aux termes de l'article 4 de la constitution du 4 octobre 1958 « *Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.*

Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi [égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et fonctions électives].

La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation ».

En dehors de cette consécration du rôle *représentatif* des partis, il n'en existe pas de définition juridique univoque.

Quant aux définitions théoriques, il en existe de nombreuses.

Le parti ne peut pas se définir uniquement par son « opinion » (définition de Benjamin Constant : « une réunion d'hommes qui professent la même doctrine politique »). Cette approche assimile trop aisément en effet le « parti » et la « famille politique » (v. supra).

Les approches plus contemporaines s'attachent à définir le parti par l'existence d'une structure.

Selon Joseph Lapalombara et Myron Weiner (Lapalombara (Joseph) et Weiner (Myron), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966) pour qu'un groupe puisse être considéré comme un parti politique, (1) il doit former une organisation durable, (2) complète ayant pour objectif la conquête du pouvoir et la recherche du soutien populaire (3).

Malgré (ou en raison de) la grande diversité des approches théoriques et des auteurs, la manière la plus utile d'approcher, dans un espace de temps réduit, le phénomène des partis politiques est de les étudier à partir d'une œuvre classique : Les partis politiques de Maurice Duverger.

L'œuvre de Maurice DUVERGER

Maurice Duverger, professeur de droit à la faculté de Bordeaux et premier directeur de l'IEP de Bordeaux (fondé en 1948) est connu comme l'un des auteurs majeurs de la science politique française.

Son ouvrage le plus connu, qui est un ouvrage classique, a été publié en 1951 : *Les partis politiques* (Paris, Armand Colin, 1951).

Duverger fait des partis l'objet d'une véritable analyse de sociologie politique, et renouvelle les études sur le sujet.

1) La distinction entre partis de cadres et partis de masse

L'une des distinctions fondamentales proposées par l'auteur, qui fera la renommée internationale de son étude, est celle qui sépare les **partis de masse** des **partis de cadres**.

La différenciation qu'opère Duverger entre partis de cadres et partis de masses se fonde non pas sur le nombre de membres mais sur leur structure : le premier réunit des notables et ne cherche pas l'adhésion des masses, le second repose sur les cotisations des adhérents et cherche à faire leur éducation politique.

Si Maurice Duverger se détache explicitement d'une approche marxiste, il existe cependant dans son œuvre une claire différenciation entre les partis bourgeois (partis de cadres) et les partis prolétariens (parti socialiste, parti communiste ; partis de masse).

Les partis de cadres. Le parti de cadres réunit des notables et des techniciens qui savent mener une campagne et peuvent en supporter le coût. Selon Duverger, le parti de cadres correspond aux premiers temps du suffrage universel.

Le parti de cadres, peu structuré, est présent pour assurer la conquête ponctuelle du pouvoir. Il n'a qu'une approche programmatique limitée.

Les partis de masse sont en quelques sortes les enfants de la démocratie et du suffrage universel. Ils sont structurés, et leur financement repose sur les cotisations des adhérents. Ils ont un programme structuré.

Il est possible de réfléchir à l'organisation de la politique française à partir des modèles de partis actuels : Parti socialiste, UMP, MODEM, UDI et FN.

2) L'influence du mode de scrutin sur la structure partisane

Maurice Duverger a également posé un principe qui sera ensuite appelé « Loi de Duverger ». Selon son analyse, le mode de scrutin détermine la structuration partisane : le bipartisme ou le multipartisme.

La question du vote sera plus tard abordée.

Quelques connaissances sommaires sont cependant nécessaires pour comprendre la « loi de Duverger » et la soumettre à une éventuelle critique.

* * *

Le **scrutin uninominal** consiste à ne voter que pour un seul nom. C'est le cas de l'élection présidentielle, ou de l'élection législative en France. Le scrutin uninominal est en principe majoritaire.

Le **scrutin de liste** consiste à voter pour une liste de noms. Il existe différents scrutins de liste : liste bloquée (la plus courante) consiste à voter pour une liste dans son entier. Les membres de la liste seront tous élus (système américain d'élection des grands électeurs à l'élection présidentielle) ou seront élus dans l'ordre d'apparition sur la liste (système des élections au Parlement européen en France ou d'élections municipales dans les communes de plus de 3500 habitants en France).

Le scrutin de liste est en principe **proportionnel**. Rien n'interdit cependant en théorie qu'il soit **majoritaire**.

Il existe différents types de scrutins uninominaux et de liste.

Les scrutins uninominaux. Ils se distinguent principalement en fonction du nombre de tours : **scrutin uninominal à un tour / scrutin uninominal à deux tours**.

* * *

Selon la « loi de Duverger »,

. la représentation proportionnelle tend à un système de partis multiples, rigides, indépendants et stables ;

. le scrutin majoritaire à deux tours tend à un système de partis multiples, souples, dépendants et relativement stables (France) ;

. le scrutin majoritaire à un tour à un système de partis dualistes, avec alternance de grands partis indépendants (Royaume-Uni, Etats-Unis) ;

Une précision importante s'impose : pour Duverger, le multipartisme n'est que le résultat du mode de scrutin, mais il n'est pas naturel.

Les antagonismes se concrétisent toujours de manière binaire (exemples contemporains : laïcité, immigration, économie, etc...).

Le Centre n'est que le lieu de rencontre des modérés de différents partis, il n'est qu'un marais (DUVERGER (Maurice), « L'éternel marais. Essai sur le centrisme français », *Revue française de science politique*, 14e année, n°1, 1964. pp. 33-51 [Fichier local](#)).

Mais le multipartisme n'est pas que le résultat des modes de scrutin : c'est également le résultat de **la technique de superposition des dualismes**.

Ce terme désigne le défaut de superposition entre plusieurs clivages (pour reprendre l'exemple supra, laïcité, immigration, économie, etc...).

Maurice Duverger identifie six clivages majeurs, mais dont aucun n'est déterminant : politique, social, économique, religieux, ethnique et diplomatique.

B. Les droites

REMOND (René), *Les droites aujourd'hui*, Editions Louis Audibert (Points coll. Histoire), 2005

René Rémond distingue trois types de droites : Légitimiste, Bonapartiste et Orléaniste.

Les légitimistes héritiers de l' « ultraroyalisme », sont le premier modèle de la droite. Ils apparaissent sous la Révolution française. C'est un courant réactionnaire, qui ne sera au pouvoir que de 1815 à 1830.

Les bonapartistes. La droite bonapartiste ou autoritaire marque son attachement pour l'exercice solitaire du pouvoir, la figure tutélaire du chef.

Les orléanistes sont également royalistes, mais ils admettent les acquis de la Révolution et sont de type parlementaire.

C. Les gauches

Reprenant l'idée d'une division des droites par grande famille « historiques », Jacques Julliard divise les gauches en quatre familles : libéralisme (gauche libérale), jacobinisme, collectivisme, libertarisme.

1. La gauche libérale constitue une famille, le libéralisme, dont les frontières avec la droite ne sont pas toujours bien établies (v. les convergences de vues entre les giscardiens et les rocardiens).

Assimiler la gauche et la droite libérale serait une erreur, même si la seconde est née de la première (REMOND (René), *Les droites aujourd'hui*, Editions Louis Audibert (Points coll. Histoire), 2005, p. 110). Trois éléments communes les réunissent, selon Jacques Julliard (p. 513) : l'attachement à l'économie de marché, la distinction de la société civile et de l'Etat, la séparation des pouvoirs.

Jacques Julliard fait référence à quelques auteurs classiques plutôt qu'à l'analyse historique et politique pour illustrer son propos. Nous suivrons cette voie érudite, et gagnerons ainsi en culture ce que nous perdrons en précision.

Le libéralisme économique n'est pas antinomique de l'idée de « gauche ». A cet égard, le terme « libéralisme » ne doit pas être entendu dans le sens contemporain, qui par une malheureuse métonymie est assimilé à « l'ultra-libéralisme ».

La philosophie économique libérale postule que les passions « négatives » de l'homme peuvent avoir une utilité sociale, que la cupidité est un moteur de progrès. Cette approche utilitariste ou réaliste est illustrée par la « Fable des abeilles » de Mandeville. (Pour une présentation de Bernard de Mandeville et de la Fable des abeilles, et une présentation des physiocrates : PEPIN (Benoît), « La fable des abeilles et le développement de l'économie politique », Chapitre 20, pp. 409 s. in : BOULAD-AYOUB (Josiane) et BLANCHARD (François), *Les grandes figures du monde moderne*. Québec: Les

Presses de l'Université Laval, 2003 ; Paris, L'Harmattan, 2001, 579 pp, chapitre XX. Disponible [en ligne \(copie locale\)](#) V. aussi Mauroy (Hervé), « La Fable des abeilles de Bernard Mandeville », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 49-1 | 2011, mis en ligne le 1 janvier 2015. URL : <http://ress.revues.org/843> ; DOI : 10.4000/ress.843).

Si le libéralisme prône donc une abstention (parfois relative) de l'Etat, c'est parce qu'il est fondé sur la conviction que les processus naturels permettent de créer et de développer la richesse.

La distinction de la société civile et de l'Etat. Le deuxième point de rencontre des libéraux est la séparation de la sphère publique et de la sphère privée, le libéralisme comme abstention civile.

L'auteur majeur du libéralisme politique est Benjamin Constant. Son manifeste est « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes » (CONSTANT (Benjamin), *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, 1849, in *Ecrits politiques*, Gallimard, 1997).

De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes est un discours prononcé par Benjamin Constant à l'Athénée royal de Paris en 1819. Dans ce discours, Constant oppose la liberté des Anciens (Grecs, Romains, plus généralement les sociétés Antiques) pour lesquels la liberté s'exprime dans la participation et la dévotion au corps social. L'homme libre dans l'Antiquité est en effet tout entier dévoué à la société. La liberté des modernes suppose la protection de la vie privée vis-à-vis de l'intervention publique. La société civile est distincte et indépendante de l'Etat.

La séparation des pouvoirs.

2. La gauche jacobine

La Gauche jacobine s'attache à une vision centralisée de l'Etat, un contrôle fort sur l'éducation, un attachement à la laïcité et un certain nationalisme.

3. La gauche collectiviste

L'utopie / L'organisation / Le prolétariat.

4. La gauche libertaire

Autres œuvres citées

CONSTANT (Benjamin), *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, 1849, in *Ecrits politiques*, Gallimard, 1997.

DUVERGER (Maurice), « L'éternel marais. Essai sur le centrisme français », *Revue française de science politique*, 14e année, n°1, 1964. pp. 33-51. Disponible en ligne sur Persée http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1964_num_14_1_403411 [Fichier local]

PEPIN (Benoît), « La fable des abeilles et le développement de l'économie politique », Chapitre 20, pp. 409 s. in : BOULAD-AYOUB (Josiane) et BLANCHARD (François), *Les grandes figures du monde moderne*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 2003 ; Paris, L'Harmattan, 2001, 579 pp, chapitre XX. Disponible [en ligne](#)

III. Le suffrage

L'histoire constitutionnelle des grandes démocraties contemporaines est indissociable de la question du *suffrage*. L'avènement du suffrage universel, masculin puis féminin, constitue une étape essentielle de l'évolution démocratique.

Le suffrage censitaire, outre l'expression de la domination d'une classe dirigeante sur le peuple, peut également être l'expression d'une conception politique et philosophique du pouvoir et de la souverainement (v. le suffrage censitaire sous la Révolution française).

La question du suffrage pose de graves questions, encore très contemporaines. V. par exemple la question du droit de vote des étrangers extra-communautaires aux élections locales en France.

En France, le suffrage aux élections politiques est encore lié à la citoyenneté, car il est un moyen essentiel de légitimation démocratique dans un système représentatif.

La question du *scrutin* doit être distinguée de celle du *suffrage*.

Le *mode de scrutin* est ainsi défini dans le vocabulaire juridique de Gérard Cornu :

« Système selon lequel sont répartis, dans une assemblée électorale, les sièges entre les circonscriptions et entre les candidats ».

Il convient cependant de se méfier du terme *suffrage*. Le terme peut avoir deux sens. Dans un sens large et politique, le suffrage est le « système selon lequel est donné ou refusé le droit de vote ». Dans un sens restreint (que nous utiliserons à l'occasion concernant les modes de scrutin), le suffrage est le « Vote émis ». Par exemple seuls les « suffrages exprimés » sont pris en compte dans l'étude des scrutins (les opérations électorales).

L'étude des modes de scrutin relève aussi bien de la science politique que du droit constitutionnel.

La question n'est pas en France constitutionnalisée en ce sens que la détermination des modes de scrutin n'est pas inscrite dans la constitution (sauf celle du Président de la République). Elle peut dans d'autres Etats faire l'objet d'une détermination constitutionnelle.

L'étude des modes de scrutin dépasse, en tout état de cause, le cadre national et pose des questions générales, qui se nourrissent des exemples internationaux et les expliquent en même temps.

Lecture conseillée : J. Gicquel et J.E. Gicquel, Droit constitutionnel et institutions politiques, Montchrestien.

§ I. LES CARACTERES DES MODES DE SCRUTIN

Une première distinction ne nous retiendra pas longtemps : c'est celle qui oppose scrutin uninominal et scrutin de liste.

Le scrutin uninominal consiste à ne voter que pour un seul nom. C'est le cas de l'élection présidentielle, ou de l'élection législative en France. Le scrutin uninominal est en principe *majoritaire*.

Le scrutin de liste consiste à voter pour une *liste de noms*. Il existe différents scrutins de liste :

- liste bloquée (la plus courante) consiste à voter pour une liste dans son entier. Les membres de la liste seront tous élus (système américain d'élection des grands électeurs à l'élection présidentielle) ou seront élus dans l'ordre d'apparition sur la liste (système des élections au Parlement européen en France ou d'élections municipales dans les communes de plus de 1000 habitants en France).

- liste avec possibilité de panachage

Le scrutin de liste est en principe **proportionnel**. Rien n'interdit cependant en théorie qu'il soit **majoritaire** (cas des élections des grands électeurs aux Etats-Unis).

Majorité relative / Majorité absolue / Majorité qualifiée / Unanimité

Un scrutin de liste proportionnel peut prévoir une **prime majoritaire**.

Certaines élections majoritaires peuvent ressembler à des scrutins de liste : c'est le cas des scrutins **plurinominaux majoritaires**, comme pour l'élection des conseillers municipaux des communes de moins de 1000 habitants en 2014 (v. infra).

A./ LE SCRUTIN MAJORITAIRE

Le scrutin majoritaire peut être à un tour ou à deux tours.

1) Le scrutin majoritaire à un tour

Le scrutin majoritaire à un tour est surtout utilisé dans les démocraties anglo-saxonnes. C'est le système de scrutin utilisé pour l'élection à la Chambre des communes.

2) Le scrutin majoritaire à deux tours

Le scrutin majoritaire à deux tours est une tradition française. C'est le système utilisé depuis le XIX^{ème} siècle pour l'élection des députés.

B./ LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

[Exemples tirés de Favoreu et autres, Droit constitutionnel, Dalloz, 9ème édition]

1) L'attribution des sièges de quotient

Une circonscription de 90.000 inscrits.

82.000 votants

2.000 bulletins blancs ou nuls.

5 sièges à pourvoir.

4 listes

Liste A : 35.000 voix

Liste B : 22.000 voix

Liste C : 15.000 voix

Liste D : 8.000 voix

Quotient électoral : $80.000/5 = 16.000$

Attribution des sièges au quotient :

A : $35.000 / 16.000 = 2$ sièges reste 3.000

B : $22.000 / 16.000 = 1$ siège reste 6.000

C : $15.000 / 16.000 = 0$ sièges reste 15.000

D : $8.000 / 16.000 = 0$ siège reste 8.000

Il reste 2 sièges à pourvoir

2) *L'attribution des sièges de restes*

a) *L'attribution des sièges au plus fort reste*

La répartition des sièges au plus fort reste consiste à attribuer les sièges à pourvoir en fonction du reste de voix de chaque liste.

Dans notre exemple le 4^{ème} siège ira à C et le 5^{ème} siège à D.

Cela favorise les petites listes.

b) L'attribution des sièges à la plus forte moyenne

C'est la méthode actuellement employée en France.

Favoreu : « Après la répartition au quotient, il s'agit d'attribuer les sièges restant les uns après les autres aux listes ayant obtenu la plus forte moyenne c'est-à-dire la division du nombre de leurs suffrages par le nombre de sièges qu'elles ont déjà obtenu auquel on ajoute un siège fictif ».

Liste A : 2 sièges au quotient. Moyenne $35.000 / 2+1 = 11.600$

Liste B : 1 siège au quotient. Moyenne $22 / 1+1 = 11.000$

Liste C : 0 siège. Moyenne $15.000 / 0+1 = 15.000$

Liste D : 0 siège. Moyenne $8.000 / 0+1 = 8.000$

Le 4^{ème} siège va à C.

En renouvelant l'opération, C a une moyenne nouvelle : $15.000 / 1+1 = 7.500$

Le 5^{ème} siège va à la liste A.

C./ LES MODES DE SCRUTIN MIXTES

1) L'exemple de la République fédérale d'Allemagne.

Les élections au Bundestag se font pour moitié au scrutin majoritaire uninominal à un tour.

L'autre moitié est désignée à la représentation proportionnelle par scrutin de liste dans le cadre des *Länder*.

Chaque électeur a deux voix. La première s'exprime sur un nom. La seconde s'exprime pour une liste.

Les députés élus au scrutin majoritaire sont imputés sur le contingent de députés désignés au scrutin proportionnel.

Si les députés désignés au scrutin majoritaire sont plus nombreux que ceux qui résulteraient du scrutin proportionnel, ces députés supplémentaires sont conservés : ce sont les *Überhangmandate*.

2) L'exemple italien : le « porcellum »

Lecture conseillée : Philippe Cossalter « Vive le parlementarisme rationalisé ! », *Revue générale du droit on line*, 2013, numéro 6886 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=6886)

§ II. EXEMPLES DE MODES DE SCRUTINS

A./ Les élections municipales en France

Le régime des élections municipales en France a été modifié par la loi n°2013-403 du 17 avril 2013, qui s'appliquera à partir du renouvellement général des conseils municipaux de 2014 (23 et 30 mars 2014).

Il existe depuis 1884 deux modes de scrutins différents : un mode de scrutin de liste proportionnel pour les communes de 3500 habitants et plus (désormais 1000 habitants et plus) ; un mode de scrutin plurinominal majoritaire pour les communes de moins de 1000 habitants.

1) Dans les communes de 1000 habitants et plus

Le système est celui du scrutin de liste proportionnel à deux tours.

Les listes sont bloquées.

Au premier tour, la liste qui obtient la majorité absolue des suffrages exprimés (50% des voix plus une) reçoit un nombre de sièges égal à la moitié des sièges à pourvoir.

Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes ayant obtenu plus de 5% des suffrages exprimés.

Pour l'accès à l'éventuel second tour, seules les listes ayant obtenu au premier tour au moins 10% des suffrages exprimés sont autorisées à se maintenir.

Elles peuvent connaître des modifications, notamment par fusion avec d'autres listes pouvant se maintenir ou **fusionner** (la fusion de liste doit être distinguée du panachage).

En effet, les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés peuvent fusionner avec une liste ayant obtenu plus de 10%. La répartition des sièges se fait alors comme lors du premier tour.

2) Dans les communes de moins de 1000 habitants

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les conseillers municipaux sont élus au scrutin majoritaire, plurinominal, à deux tours.

En 2014, le nombre de conseillers municipaux des communes de moins de 100 habitants est modifié passe de 9 à 7.

Le dépôt d'une déclaration de candidature est désormais obligatoire, quelle que soit la taille de la commune, ce qui exclut que des personnes qui ne sont pas candidates soient élues.

L'obligation de la parité femmes hommes n'est pas requise.

Les candidats se présentent sur une liste, mais les bulletins de vote peuvent être modifiés par les électeurs : c'est le système du panachage.

Les suffrages sont décomptés individuellement par candidat et non par liste. Pour obtenir un siège au conseil municipal dès le premier tour, le candidat doit avoir obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et recueilli au moins un quart des suffrages des électeurs inscrits.

Un second tour est organisé pour les sièges restant à pourvoir : l'élection a lieu à la majorité relative et, en cas d'égalité du nombre des suffrages entre plusieurs candidats, l'élection est acquise pour le plus âgé.

B./ L'élection des conseillers départementaux

Deux conseillers doivent être élus par canton au scrutin majoritaire à deux tours, les candidats se présentant en binômes composés d'une femme et d'un homme. Les conseillers départementaux sont élus pour 6 ans. Le nombre de cantons est égal, pour chaque département, à la moitié du nombre de cantons existant au 1er janvier 2013 (avec 17 cantons au moins dans chaque département comptant plus de 500 000 habitants et avec 13 cantons au moins dans chaque département comptant entre 150 000 et 500 000 habitants).

IV. Construire l'idée de Nation : les principes et symboles de la République

Ernest RENAN, Qu'est-ce qu'une Nation ?, 1882

Renan propose une synthèse, qui définit ce que l'on peut aujourd'hui appeler la « théorie subjective » de la Nation. La Nation ne se définirait ni par une langue commune, ni par la géographie, ni par la « race », mais par l'attachement à un passé commun et le volonté actuelle de vivre ensemble :

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. **Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple.** On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes » est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie ».

Il faut rendre à Renan, au-delà du lyrisme, l'intérêt d'avoir tenté de montrer ce que constitue la nation, et d'en montrer (pour un esprit quelque peu critique), toute la fragilité.

Car en réfutant l'idée que des éléments objectifs puissent servir à définir la Nation, Ernest RENAN renvoie à une construction nécessairement subjective et orientée de la Nation.

* * *

Notons qu'il fait très certainement erreur sur un point. Dans son discours sur la Nation, RENAN réfute l'idée selon laquelle l'Etat moderne aurait cherché à imposer une langue.

RENAN soutient par exemple qu' « Un fait honorable pour la France, c'est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue par des mesures de coercition. Ne peut-on pas avoir les mêmes sentiments et les mêmes pensées, aimer les mêmes choses en des langages différents ? ».

Et RENAN de montrer que des peuples peuvent parler la même langue sans constituer une nation. A l'inverse, la Suisse est composée d'une Nation parlant plusieurs langues.

L'approche de RENAN est historiquement fautive ; l'histoire contemporaine est pleine de ces exemples de soumission des langues régionales au joug de la Nation. L'usage du breton a été par exemple particulièrement brimé, en particulier sous la IIIe République (mais opposer ce fait au discours de RENAN est peut-être anachronique).

* * *

Le discours de RENAN n'est ni descriptif, ni prescriptif. **Il résume cependant assez bien l'approche française de l'idée nationale.**

Ce discours, outre son intérêt pour l'histoire des idées, permet en outre d'introduire à l'étude d'une approche dynamique de la nation, fondée sur la volonté (par opposition à une approche statique fondée sur des éléments dits objectifs, comme le sang ou la langue).

Cette approche dynamique et subjective se retrouve dans le droit de la nationalité, fondé sur le droit du sol en France (par opposition au droit du sang, qui était historiquement le critère essentiellement reconnu en Allemagne).

* * *

La Nation française, c'est aujourd'hui la République. Les deux idées se confondent largement, même si la République est porteuse de *valeurs défendues*, là où la Nation est le réceptacle de *valeurs héritées*. Valeurs héritées et défendues ne peuvent cependant être distinguées.

La République et la Nation sont en tout cas fondées sur la construction d'un mémoire, ou d'une identité collective, que l'on peut juger très largement *artificielles*.

La construction collective d'une mémoire (ou la construction d'une mémoire collective) est le champ d'analyse des historiens.

Une série d'ouvrages désormais classiques tente une synthèse de ces « lieux de mémoire » :

Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, 7 tomes, Gallimard (coll. Bibliothèque illustrée des Histoires), 1984

* * *

Une analyse critique permettrait peut démontrer la part essentielle d'artifice qui existe dans l'idée de Nation. Une analyse « bourdieusienne » en termes de luttes sociales, pourrait aboutir à l'idée que les symboles de la Nation sont une manière de maintenir une apparente cohésion nationale, et donc la soumission volontaire des classes dominées par la classe bourgeoise.

L'analyse de Bourdieu s'est particulièrement portée sur la fonction d'unification de la langue à laquelle a procédé la révolution, afin d'assurer la perpétuation du langage des élites.

* * *

De manière moins dogmatique, il est possible d'évoquer, de manière nécessairement parcellaire, certains aspects de la construction d'une mémoire collective.

L'actualité nous donne un bon exemple de construction d'une mémoire collective, et de défense de cette mémoire construite.

Nous avons tous eu écho de l'interdiction, la semaine passée (semaine du 6 au 12 janvier 2014) des spectacles de Dieudonné.

Ces spectacles ont pu être interdits en raison des propos antisémites et négationnistes qu'ils propageaient.

Dans son ordonnance du 9 janvier 2014 (requête numéro 374508), le juge des référés du Conseil d'Etat a considéré « *qu'au regard du spectacle prévu, tel qu'il a été annoncé et programmé, les allégations selon lesquelles les propos pénalement répréhensibles et de nature à mettre en cause la cohésion nationale relevés lors des séances tenues à Paris ne seraient pas repris à Nantes ne suffisent pas pour écarter le risque sérieux que soient de nouveau portées de graves atteintes au respect des valeurs et principes, notamment de dignité de la personne humaine, consacrés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par la tradition républicaine* ».

Cette évocation de la « cohésion nationale » a pu paraître étrange à la plupart des observateurs. Elle introduit en tout cas à l'idée que la stigmatisation d'une partie de la population, et la contestation d'éléments indiscutables du passé historique de la France, remettaient en cause l'unité nationale.

La Nation française se construit sur les fondements d'une mémoire commune.

L'Etat produit sa propre mémoire, à travers la consécration juridique d'une mémoire commune (1).
L'Etat défend aussi l'existence de ses symboles essentiels, héritages supposés du passé (2).

1) Le devoir de mémoire

2) Les symboles de la République

* *
*
*

1) Le devoir de mémoire

La construction d'une identité nationale s'est débordée réalisée sur le fondement de symboles positifs. La commémoration de la Révolution française et l'instauration d'une fête spécifique (14 juillet) en est le plus éclatant des symboles.

La signification du 14 juillet doit être rappelée.

* * *

Durant les dernières années,

Loi n°47-884 du 21 mai 1947 souvenir du débarquement allié en Normandie: conservation et aménagement des sites historiques du débarquement allié en Normandie (régions d'Arromanches, Port Winston Churchill, Saint-Laurent Colleville et Vierville, Omaha-Beach et Sainte-Marie-du-Mont, Utah-Beach)

Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage

Article unique

La commémoration de l'abolition de l'esclavage par la République française et celle de la fin de tous les contrats d'engagement souscrits à la suite de cette abolition font l'objet d'une journée fériée dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Un décret fixe la date de la commémoration pour chacune des collectivités territoriales visées ci-dessus ;

En France métropolitaine, la date de la commémoration annuelle de l'abolition de l'esclavage est fixée par le Gouvernement après la consultation la plus large ;

Il est instauré un comité de personnalités qualifiées, parmi lesquelles des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves, chargé de proposer, sur l'ensemble du territoire national, des lieux et des actions qui garantissent la pérennité de la mémoire de ce crime à travers les générations. La composition, les compétences et les missions de ce comité sont définies par un décret en Conseil d'Etat pris dans un délai de six mois après la publication de la loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

Loi n° 2000-644 du 10 juillet 2000 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux " Justes " de France

Article 1

Il est institué une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux " Justes " de France qui ont recueilli, protégé ou défendu, au péril de leur propre vie et sans aucune contrepartie, une ou plusieurs personnes menacées de génocide.

Cette journée est fixée au 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Vélodrome d'hiver à Paris, si ce jour est un dimanche ; sinon, elle est reportée au dimanche suivant.

Chaque année, à cette date, des cérémonies officielles sont organisées aux niveaux national et départemental, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité

Article 1er

La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du xve siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité.

Article 2

Les programmes scolaires et les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines accorderont à la traite négrière et à l'esclavage la place conséquente qu'ils méritent. La coopération qui permettra de mettre en articulation les archives écrites disponibles en Europe avec les sources orales et les connaissances archéologiques accumulées en Afrique, dans les Amériques, aux Caraïbes et dans tous les autres territoires ayant connu l'esclavage sera encouragée et favorisée.

[...]

Décret du 31 mars 2003 instituant une Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives

Article 1

Il est institué une Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives en reconnaissance des sacrifices qu'ils ont consentis du fait de leur engagement au service de la France lors de la guerre d'Algérie.

Cette journée est fixée au 25 septembre.

[...]

Loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

[...]

Article 1

La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.

Elle reconnaît les souffrances éprouvées et les sacrifices endurés par les rapatriés, les anciens membres des formations supplétives et assimilés, les disparus et les victimes civiles et militaires des événements liés au processus d'indépendance de ces anciens départements et territoires et leur rend, ainsi qu'à leurs familles, solennellement hommage.

[...]

2) Les symboles de la République

a) Les symboles officiels

b) Les symboles informels

V. La conquête du pouvoir

Analyse des stratégies électorales en 2014

V.1 La structuration des partis pour la conquête du pouvoir

1) La structuration interne

a) Les types de partis

V. la distinction de Duverger entre partis de cadres et partis de masses.

i. Partis attrape-tout (catch-all party)

Otto Kirchheimer.

ii. Les partis d'électeurs

Jean Charlot, *Les partis politiques*, 1971 distingue partis d'électeurs, de notables et de militants

b) Les fonctions des partis

c) Le recrutement des élites

Photo de Bruno Clavet, tête de liste FN dans le 3^{ème} arrondissement de Paris

c) La désignation des candidats

d) Le rôle des corps intermédiaires

2) Les alliances

a) Alliances et système politique

b) Alliances et identité

* * *

V.2 La stratégie des partis à la conquête du pouvoir

1) L'analyse des comportements électoraux

a) Rappel des modèles théoriques

i. L'approche « écologique » (Chagnollaud p. 164)

V. (rappel) André Siegfried.

Carte de l'élection présidentielle de 2012, 1^{er} tour

ii. L'approche « psycho-sociologique »

iii. L'approche économique

b) Les variables explicatives du vote

i. Les variables socio-biologiques
L'âge et le sexe

ii. Les variables socio-économiques

iii. Les variables culturelles

iv. Les facteurs politiques

2) La création d'une identité

a) Le parti socialiste et la social-démocratie

Les faits : conférence de presse du Président de la République le 14 janvier 2014.

François Hollande annonce qu'il est « social-démocrate » et annonce la baisse des charges des entreprises.

L'objectif : déstabiliser la droite modérée et rallier le centre.

b) La droite de gouvernement à la recherche de marqueurs identitaires

c) Les stratégies multiples du Front National

La laïcité et l'intégration.

De l'antisémitisme à l'antisionisme

Les faits : la rupture du FN avec les antisémites notoires. Mais la proximité idéologique avec des antisémites se disant antisionistes.

Objectif : conquérir une partie de l'électorat musulman

L'anti-libéralisme